

Secteurs stratégiques | **Économie et territoire**

Un regard du sud sur la Méditerranée

Abdeljalil Cherkaoui

Président du Conseil d'administration
Réseau marocain d'économie sociale et solidaire
(REMESS)

Cette merveilleuse région méditerranéenne trouve, comme les autres endroits qui se situent dans des lieux de passage, sa dynamique quotidienne dans la mouvance des influences qui viennent de partout. C'est une région de rassemblement et de brassage de toute une série de civilisations et de cumul d'événements historiques dont l'ensemble fait d'elle un lieu bien particulier. Chaque chose et chaque image des différentes facettes de cette Méditerranée exigent un certain regard assez profond pour qu'elles soient comprises et analysées et pour que son secret soit élucidé. La Méditerranée est à la fois ce qui sépare et ce qui relie.

Il ressort de son patrimoine génétique que l'Europe et Afrique demeurent les facteurs les plus influents sur son changement. Car cette région a été le témoin bienveillant de plusieurs transactions à caractère politique, social et économique entre les pays européens et leurs homologues du continent africain. Ceci a évolué à travers de longues périodes de crise où la traite négrière était monnaie courante et le pillage des richesses africaines était un droit imposé par les colons.

Le lendemain de l'indépendance du continent africain, la Méditerranée a changé de fonction. Elle devient le passeur de la nuisance du sud vers le nord qui a donné lieu rapidement à de grandes crises d'ordre social telles que les montées de racisme à l'égard des ressortissants du sud et l'exploitation abusive de la main d'œuvre étrangère, particulièrement dans les secteurs des mines.

Aujourd'hui, devant la crise que nous vivons au niveau mondial, la Méditerranée représente le creuset

et le point d'ancrage d'une nouvelle génération de problèmes, notamment la pollution, les questions liées à la gérontologie et au vieillissement, l'agitation sociale et l'instabilité politique. Quant à l'immigration, elle est devenue un problème sociétal d'une grande ampleur qui frappe particulièrement le Maghreb. Auparavant, cette région a été utilisée comme passage vers le nord. Depuis quelques années elle est devenue une destination. La situation de l'Europe dans les années 60 et 70 se retrouve maintenant dans ces pays-là, avec toutes les conséquences secondaires que cela engendre.

Un nouveau profil de migration économique est en train de se mettre progressivement en place et ce, dans le sens d'un déplacement du nord vers le sud. Il concerne des demandeurs d'emploi et les personnes âgées en retraite. Ce dernier phénomène a tendance à progresser depuis quelques années. Évidemment, une pension de retraite européenne permet à un ménage de troisième âge une vie décente avec des conditions meilleures que dans son pays d'origine. Beaucoup de villes du sud sont en train de connaître ce type de migration. Il y a même parfois des quartiers investis par des retraités qui développent de nouvelles activités socioéconomiques ou culturelles transférées d'ailleurs et qui prennent de plus en plus de place dans les espaces publics.

Cette nouvelle tendance sera probablement à l'origine d'un changement important dans les rapports entre pays, ce qui va engendrer, sans doute, la mise en place d'un nouveau cadre relationnel entre eux. Ce changement de comportement social, politique et économique apportera des nouvelles conditions de partenariat qui tiendront compte des intérêts des uns et des autres.

À cet effet, un débat public sur un nouveau modèle de développement est engagé à plusieurs niveaux dans le but d'identifier les réponses justes afin de

MedESS : CONSTRUIRE UN ÉCOSYSTÈME FAVORABLE À L'ESS EN MÉDITERRANÉE

Le MedESS est une initiative d'un certain nombre d'acteurs de l'économie sociale et solidaire méditerranéens, notamment la MACIF et le Groupement Crédit coopératif. Fondé le 29 janvier 2013 à Rabat, sa première édition s'est tenue à Tunis les 2 et 3 mai 2013. Cette édition a réuni plus de 600 participants, 41 initiatives issues de 6 pays du pour-

tour méditerranéen avec une centaine de représentants ; 75 organisations et entreprises méditerranéennes ; 60 intervenants dans les différents espaces de la rencontre et 91 journalistes accrédités sur les trois jours de la rencontre.

pouvoir apporter l'ajustement demandé et, par la même occasion, pour faire face à la crise multidimensionnelle qui fragilise dangereusement les régimes politiques de la région. Les fora et les symposiums tenus à ce sujet ont relancé le débat sur les alternatives d'entraide et de solidarité que pourrait offrir l'économie sociale et solidaire (ESS).

Ce type de réflexion a fait l'objet de rencontres à caractère régional entre acteurs de l'économie sociale et solidaire. ESMED (Économie sociale et solidaire en Méditerranée), qui est un réseau méditerranéen né en 2000, a pu se questionner à maintes reprises sur les voies et les moyens à suivre pour sortir de cette crise. Sa conférence de 2011 à Barcelone a donné lieu à une panoplie de recommandations à ce sujet. Les autres organisations récentes telles que MedESS et Maghreb-ESS (voir encadrés) ont tenté, chacune de leur côté, d'identifier les pistes de progrès susceptibles de donner une inspiration aux politiques de la région et de favoriser une démocratie économique avec un développement durable.

En cherchant à atténuer les méfaits du capitalisme qui atteint sa limite, il est recommandé à ce propos des modèles de développement plus humanisés, où l'homme est au centre de la préoccupation en matière de développement. Bien entendu, l'intérêt immédiat recherché est celui d'apaiser la tension de revendication publique provoquée par un taux de chômage qui dépasse parfois les 30 % surtout dans les rangs des jeunes (le cas de l'Espagne).

Certes, l'économie sociale et solidaire trouvera sa place en Méditerranée et apportera par voie de conséquence les solutions d'équilibre et de régulation nécessaires pour une justice sociale tant attendue.

Il est à signaler que les pays de la région détiennent aujourd'hui un substrat d'affaires dans ce domaine jugé important. Il est composé d'entreprises sociales et d'organisations non lucratives relevant de

cette économie sociale. Ce secteur emploie à lui seul 6,3 millions d'individus dans 411 000 entreprises dont la majorité sont des coopératives et des associations. Mais la grande question reste liée à comment peut-on promouvoir ces alternatives de développement dans une région où un certain nombre de problèmes reste posé, comme la question de la circulation des populations et le déséquilibre économique entre le sud et le nord.

En cherchant à atténuer les méfaits du capitalisme qui atteint sa limite, il est recommandé à ce propos des modèles de développement plus humanisés, où l'homme est au centre de la préoccupation en matière de développement

Cependant, le sud est confronté, en plus de ce déséquilibre constaté, à un déficit important en matière de décentralisation et de régionalisation, deux éléments impérativement essentiels pour amener cette économie à intégrer un territoire et à devenir un générateur par excellence de richesse et d'emploi.

Faisant la comparaison entre les pays du sud concernés dans le domaine de l'économie sociale et solidaire, on peut constater que le Maroc a fait des efforts louables dans ce domaine depuis 2000. Il se distingue par rapport aux pays de la rive sud par une avancée remarquable dans certains chantiers liés au développement des entreprises de l'économie sociale et solidaire. L'Initiative nationale du développement humain (INDH), lancée en 2005 pour lutter contre la pauvreté, et le deuxième pilier du plan le « MAROC VERT », destiné aux petits agriculteurs, témoignent tous deux de cette large implication des associations et des coopératives.

Maghreb-ESS : COORDONNER L'ESS À L'ÉCHELLE DU MAGHREB

Maghreb-ESS est un réseau maghrébin d'économie sociale et solidaire fondé le 2 mars 2013 à Alger. Il a été créé à l'initiative de l'Union nationale des mutuelles de Tunisie (UNAM), du Réseau marocain de l'économie sociale et solidaire (REMESS) et du Comité algérien de l'économie sociale et solidaire. Le Maghreb-ESS rassemble pour l'instant des

membres de ces trois pays. Ses fondateurs œuvrent à l'intégration d'organisations libyennes et mauritaniennes. Mohamed Laddada, ancien médecin et président de la Caisse nationale d'assurance santé (CNAS), est le président de ce réseau.

La situation en Algérie et en Tunisie reste différente et l'économie sociale dans ces deux pays est marquée majoritairement par l'action mutuelliste centrée sur la couverture sociale et médicale. La vie associative, quant à elle, reste modeste et très localisée. Les textes réglementaires régissant l'économie sociale laissent apparaître des définitions statutaires non conformes à ce qui se fait dans la majorité des pays. Cette hétérogénéité rend difficile le partenariat intermaghrébin dans ce domaine. D'autant plus que chaque gouvernement donne une lecture particulière à l'usage et à l'utilité de cette alternative. Il y a ceux qui veulent en faire un instrument palliatif caritatif et d'autres la voient comme un levier de choix pour assurer un développement durable capable de mobiliser le potentiel de chaque territoire afin d'apporter le changement et les conditions nécessaires en faveur d'un développement local inclusif.

En ce qui concerne la rive nord, elle est mieux placée par rapport au sud en matière d'économie sociale et solidaire. Les statistiques le montrent bien.

En France, 45 % de la population majeure adhère aux associations relevant de la loi de 1901. Au niveau de l'Europe, on compte 248 millions d'adhérents dans une coopérative, mutuelle ou associative avec une contribution au PNB de 8 %. La contribution de ce secteur dans l'emploi en Europe est de l'ordre de 6 %. Ces données montrent bien l'importance de l'entreprise sociale et sa place dans la dynamique économique européenne.

De ce constat, il ressort la nécessité d'amener les deux rives à travailler ensemble pour profiter suffisamment des expériences des uns et des autres et aussi de valoriser les échanges commerciaux des services et des produits émanant des coopératives. À ce propos le commerce équitable a un rôle prépondérant à jouer pour créer une nouvelle dimension d'échange entre l'Europe et ses anciennes colonies. Cette coopération pourrait donner l'occasion à beaucoup de pays du nord d'effacer l'ardoise du passé et de promouvoir une citoyenneté solidaire plus émancipée et plus juste.